

**Voeu Présenté par le Groupe des Elus Socialistes, le Groupe des Elus Communistes  
et Partenaire et le Groupe des Elus Europe Ecologie/Les Verts**

**Suppression de postes RASED : l'enseignement spécialisé en danger**

Les suppressions de postes dans l'Education nationale affectent le service public de l'éducation partout en France.

En Seine-Saint-Denis, la rentrée de 2012-2013 dans les écoles maternelles et primaires se fera avec 39 postes de professeurs en moins alors que 75 classes vont être créées. Ce déséquilibre est accentué cette année encore par de nouvelles suppressions de postes RASED (Réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté). Depuis moins de trois ans, 140 postes ont disparu, le gouvernement a choisi d'en supprimer encore 8% pour la prochaine rentrée scolaire soit 35 postes de « maitres E et G » en moins.

Le rôle de ces enseignants spécialisés est fondamental : ils assurent un soutien de premier ordre aux élèves les plus en difficulté. Avec des équipes constituées de maîtres formés spécialement et de psychologues, le dispositif RASED apporte une réponse adaptée et pertinente ; c'est le seul dispositif gratuit d'aide spécialisée au sein des établissements scolaires. Le gouvernement choisi de remplacer progressivement ce dispositif par une « aide personnalisée ». Les élèves sont accueillis sur le temps du midi ou du soir par des professeurs volontaires, mais n'ayant pas reçu de formation spécifique, contrairement aux personnels RASED. Ils assurent cette « aide personnalisée » en supplément de leurs heures de classe. A terme, c'est la disparition du rôle de maîtres spécialisés dans l'accompagnement des enfants en difficulté qui est programmée. Pourtant, ils sont des acteurs essentiels de la réussite scolaire, contribuent à l'intégration sociale des plus défavorisés et conditionnent grandement l'avenir de nos enfants. Supprimer les RASED, c'est laisser des enfants pour lesquels la réponse pédagogique du maître n'est pas suffisante s'enfoncer résolument dans l'échec scolaire, la violence ou l'exclusion. Une fois de plus, le Ministère de l'Education nationale est en totale contradiction avec l'affichage de sa priorité à l'aide aux élèves en difficultés à l'école. La réalité sur le terrain est toute autre...

En Seine-Saint-Denis, pour le 2nd degré, le Rectorat supprime ainsi 125 postes en lycée. Les dotations diminuent et les établissements devront faire des choix, au détriment des élèves et de la qualité de l'enseignement, dans un territoire où les besoins sont énormes.

Dans les collèges, l'Inspection académique continue à supprimer des postes, alors que la hausse démographique se poursuit : il y aura en effet 1 400 élèves de plus, et probablement davantage car l'IA ne cesse de sous-évaluer les effectifs. L'IA annonce la suppression de 37 postes alors qu'en réalité, ce sont 80 équivalents temps-plein qui sont de fait supprimés, avec 1 400 heures de moins.

Nous dénonçons cette politique de casse du service public menée depuis plusieurs années. L'éducation doit être la priorité de toute société qui veut placer l'humain et son émancipation au centre de ses préoccupations. Dans l'impératif d'égalité qui fonde nos valeurs, elle ne doit laisser personne au bord du chemin. Elle ne peut pas faire l'impasse sur la prise en compte et le traitement de la difficulté scolaire ; elle doit au contraire renforcer tous les moyens permettant la lutte contre l'échec scolaire.

A Bondy, l'éducation est une priorité. Nous ne pouvons nous satisfaire de cette situation qui conduit à négliger les enfants en difficulté scolaire. Nous considérons que l'Education nationale en général et les dispositifs RASED en particulier aujourd'hui, ne doivent pas être sacrifiés au nom de l'obsessionnelle baisse des dépenses publiques. Le gouvernement ne peut impunément démanteler un système scolaire qui doit garantir l'égalité des chances pour satisfaire les marchés et les agences de notation. L'école est menacée, il est urgent de la défendre.

C'est pourquoi nous soutenons les associations de parents d'élèves et les enseignants qui dénoncent depuis longtemps cette casse du service public de l'éducation. Nous demandons l'arrêt des suppressions de postes ainsi que l'augmentation des moyens dédiés à la réussite de nos enfants.